



## 14ème législature

<b>Question N° : 8619</b>	De <b>Mme Marie-Hélène Fabre</b> ( Socialiste, républicain et citoyen - Aude )	<b>Question écrite</b>
<b>Ministère interrogé</b> > Redressement productif		<b>Ministère attributaire</b> > PME, innovation et économie numérique
<b>Rubrique</b> > ministères et secrétariats d'État	<b>Tête d'analyse</b> > économie et finances : personnel	<b>Analyse</b> > La Poste et France Télécom. fonctionnaires conservant leur statut. carrière.
Question publiée au JO le : <b>30/10/2012</b> Réponse publiée au JO le : <b>30/04/2013</b> page : <b>4808</b> Date de changement d'attribution : <b>06/11/2012</b> Date de renouvellement : <b>05/03/2013</b>		

### Texte de la question

Mme Marie-Hélène Fabre appelle l'attention de M. le ministre du redressement productif sur la situation des fonctionnaires de la poste. Elle lui rappelle qu'il reste 5 400 fonctionnaires d'État en activité à la Poste, établissement devenu société anonyme depuis 2010. Selon les syndicats, ces fonctionnaires souffrent collectivement, du fait de la volonté des présidents successifs de cet établissement, de mesures visant au blocage de leur carrière. Ils voient donc leurs revenus et leurs responsabilités stagner, certains ayant même atteint leur indice maximal depuis plus de vingt ans. Elle lui indique que le décret 2009-1555 relançant la promotion des grades dans les PTT a certes levé des obstacles à leur promotion mais n'a pas obligé la Poste à corriger les résultats sur leur carrière depuis des années. C'est pourquoi elle lui demande quelles mesures il compte prendre pour permettre la reconstitution de la carrière de ces agents de l'État.

### Texte de la réponse

Suite à la décision du Conseil d'Etat du 11 décembre 2008, la promotion dans les corps de fonctionnaires dits « reclassés » de La Poste a été relancée par le décret n° 2009-1555 du 14 décembre 2009 relatif aux dispositions statutaires applicables à certains corps de fonctionnaires de La Poste : celui-ci permet de réaliser des promotions dans l'ensemble des corps dits de « reclassement » de l'opérateur. En l'absence de recrutement externe depuis des années et en raison de l'existence de quotas statutaires, les possibilités de promotions étaient en effet très réduites. Cependant, des mesures spécifiques existaient déjà qui favorisaient l'accès aux corps de classification. Ainsi, les reclassés peuvent se présenter aux premiers concours internes au même titre que les agents ayant choisi la classification. Par ailleurs, l'accès aux grades d'avancement des corps de classification a été ouvert aux reclassés bien que les règles statutaires de la fonction publique réservent exclusivement cet accès aux agents du corps concerné en vertu du principe d'égalité de traitement des fonctionnaires au sein d'un même corps. Les fonctionnaires dits reclassés peuvent donc désormais opter pour une évolution de carrière au sein des corps de classification, sans perte d'identité statutaire, ou une promotion au sein des corps de reclassement. S'agissant de la décision du Conseil d'Etat du 11 décembre 2008, la Haute Cour n'a pas enjoint au Gouvernement de procéder à la reconstitution de carrière des agents pouvant être concernés par le droit à une promotion. Le Conseil d'Etat a, de plus, explicitement précisé dans une décision récente du 18 novembre 2011, que l'exécution de sa décision du 11 décembre 2008 n'impliquait pas que les mesures réglementaires nouvelles soient dotées d'un effet rétroactif. La



reconstitution de carrière constitue d'ailleurs un acte administratif extrêmement rare. Elle n'est intervenue dans le passé que pour réparer des préjudices de carrière imputables aux évènements de la seconde Guerre mondiale et aux évènements d'Afrique du Nord et de la guerre d'Indochine. Au demeurant, les fonctionnaires dits reclassés bénéficient d'un taux de promotion dans l'ensemble comparable à celui des fonctionnaires dits reclassifiés.